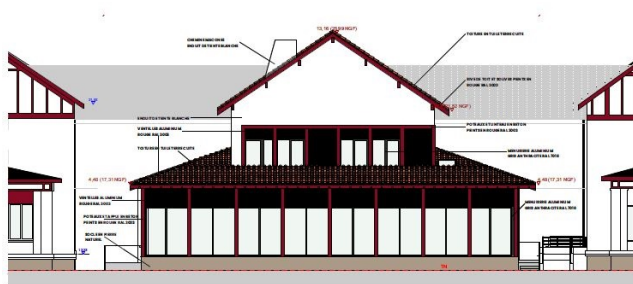


PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Extension Bâtiment Marie CURIE- PTR

Catégorie opération 2



Route de la corniche
64700 HENDAYE

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	12/06/2025	Phase PRO

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	12
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.8 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	14
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	15
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	15
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	15
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	16
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	16
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	17
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	18

3.5.1 Présence d'amiante	18
3.5.2 Présence de plomb	18
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	19
3.5.4 Travaux divers	19
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	20
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	20
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	21
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	21
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	22
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	23
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	25
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	25
5.2 CANTONNEMENTS.....	25
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	27
5.3.1 Mise en place bungalows	28
5.3.2 Cantonnement à étages.	28
5.3.3 Installation électrique.....	28
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	29
6.1 ORGANISATION.....	29
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	30
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	30
6.2.2 Interdiction de fumer	30
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.....	31
7.1 PPSPS	31
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	31
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	31
8 Annexes	32
Panneau : En cas d'accident.....	32

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

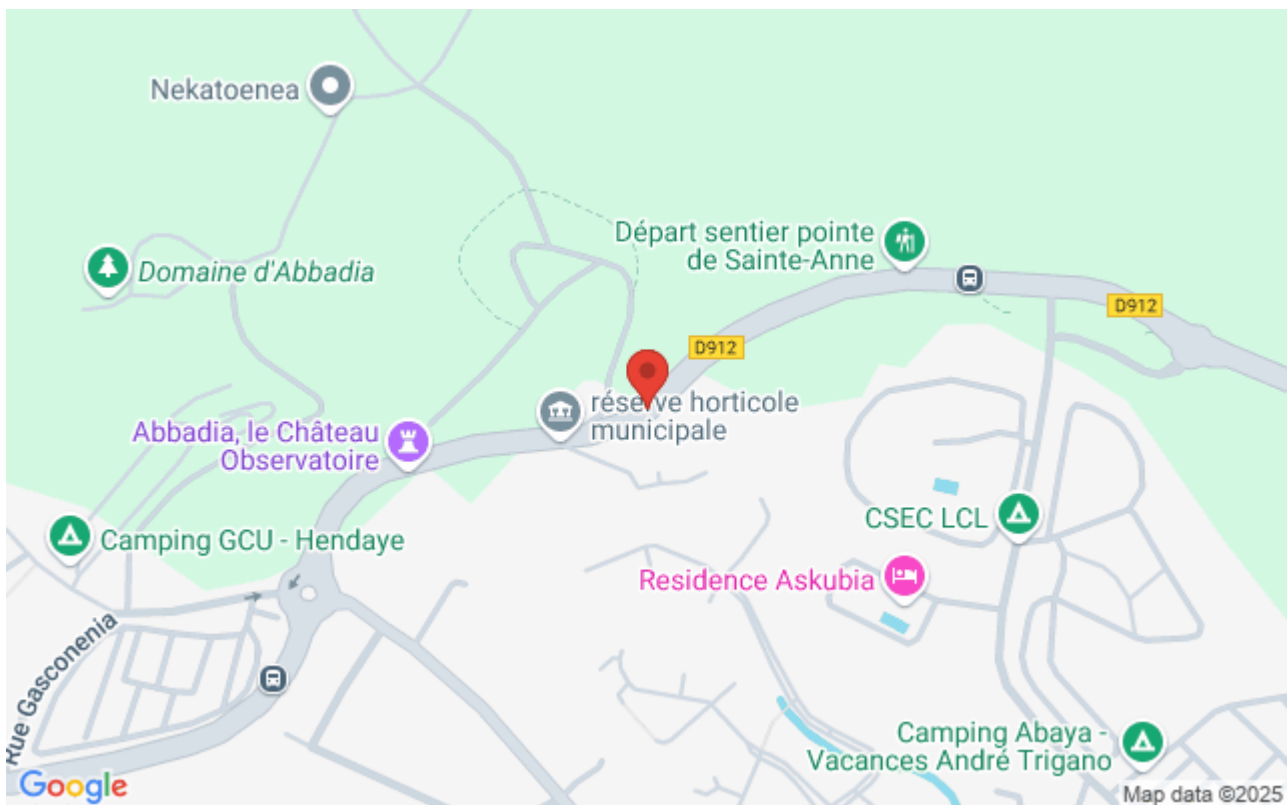
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

Extension Bâtiment Marie CURIE- PTR

Construction du plateau technique de rééducation

Route de la corniche
64700 HENDAYE



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Construction d'un plateau technique

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

R+1 et combles

Nature de la couverture / toiture

Tuiles

Nature des façades

Enduites peintes

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PAR BOULEVARD DIDEROT CFDC - CAMPUS PICPUS 75012 PARIS	
Architecte	GAUCHE MURU DUPACQ Chemin Etchessahar 64200 BASSUSSARRY	

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - DEMOLITIONS
- N°02 - TERRASSEMENT - VRD
- N°03 - GROS OEUVRE
- N°04 - CHARPENTE COUVERTURE ZINGUERIE
- N°05 - ETANCHEITE
- N°06 - SERRURERIE
- N°07 - MENUISERIES EXTERIEURES
- N°08 - MENUISERIES BOIS
- N°09 - PLATRERIE
- N°10 - CHAPE CARRELAGE FAIENCE
- N°11 - PEINTURE
- N°12 - REVETEMENT DE SOL SOUPLE
- N°13 - SIGNALETIQUE
- N°14 - ESPACES VERTS
- N°15 - CVPS
- N°16 - ELECTRICITE

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 01/01/2026 pour une durée de 17 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 16.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Privé

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans Objet

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établi par l'entreprise, auprès des concessionnaires et demande d'information auprès des Services Techniques du site : Lot 15 et 16

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux : Lot 15 et 16

2.4 AMIANTE

AMIANTE DTA (Dossier Technique Amiante) : non fournis.

Ce document, découlant d'un constat visuel, n'est pas suffisant pour établir une analyse des risques.

Repérage amiante avant opération : voir Rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante réalisés par DEKRA : • Salle polyvalente : rapport AMITRAV- D6111191-2101 du 05/07/2021. => Pas d'amiante repérée. • Pavillon Marie Curie : rapport AMIDEMOL-E6057494-2401 du 31/01/2025. => Pas d'amiante repérée.

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Démolition

2.5 PLOMB

CREP (Constat de Risque d'exposition au plomb) : **NON FOURNIS**

Ce (ces) diagnostic (s) doivent être réalisés quelle que soit l'année de construction des ouvrages.

Ce (ces) document (s), en cours d'élaboration, sera (seront) transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à 1 mg/cm² ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette avec teneur = 1 000 µg/m²) et un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

- VLB (Valeur Limite Biologique) : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme.
- VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : <0,1 mg/m³ d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

TOUS

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Emprise chantier clôturée.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Plan d'Installation de chantier dans enceinte site	A préciser	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre
Clôture	Barrières type « Héras » bâchées. Cloisons provisoires comportant porte avec serrure	Périmètre du chantier et autour de la zone vie, des stockages, des bennes à gravais, aire de chargement et de déchargement.	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre
Dévoisement voirie publique	A mettre en place selon nécessité sous contrainte de préservation de passage des véhicules de secours	Au droit de chaque zone de travaux	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre
Signalisation	Accès chantier Panneaux de chantier réglementaires	Suivant PIC	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

L'accès du chantier pour les entreprises se fera par la voirie actuelle (Route de la Corniche). Il y a des restrictions de circulation : - Vitesse limitée à 20 KM/H

- Vigilance pour le respect du stationnement
- Anticiper votre demande 8 jours à l'avance si nécessité de barrer ponctuellement une voie de circulation.

Le phasage vise à limiter les interférences. Toutefois, certaines circulations intérieures pourront être être ponctuellement communes.

Environnement du chantier : hôpital à caractère psychiatrique (patients circulant sur le site autour du chantier)

Ne pas laisser traîner d'outils accessible aux patients.

La circulation des usagers du site (personnels et public) ne pourra être déviée pendant la période travaux, donc compte-tenu de certaines interférences incontournables du fait du fonctionnement des services, des croisements pourront avoir lieu. Il est donc impératif que la signalétique soit parfaitement claire et que les zones chantier soient correctement rendues inaccessibles à toute personne étrangère aux travaux.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
-------------	--------	--------------------------------	--------------------------

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Porte existante	Existante	Clef mis à disposition sur site.
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte Professionnel BTP	Chaque entreprise intervenante.	Chaque entreprise intervenante.
Liste du personnel	Liste personnel intervenant à jour.	Registre mis en place dans cabane chantier	Chaque entreprise intervenante.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

Les barrières et accès devront comporter les panneaux réglementaires limitant les accès aux seules personnes autorisées ainsi que le port des EPI. De plus, comme le prévoit l'article R8221-1 du Code du Travail, chaque entreprise intervenant sur le chantier (entreprises sous traitantes également) doit afficher son nom, sa raison ou dénomination sociale et son adresse sur le panneau de chantier qui doit être lisible de la voie publique.

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise tels que locatier, fournisseur, livreur, montage de grue/d'échafaudage etc ... devront en permanence les accompagner par un intervenant de l'entreprise concernée lors de la livraison de matériaux ou fournitures sur le chantier.

Le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre informeront le CSPS du nom des entreprises désignées et des sous traitants agréés dès la signature de leur marché.

Toutes les entreprises titulaires ou sous-traitantes devront être autorisées par le maître d'ouvrage (voir chapitre II.3).

Panneau de chantier obligatoire visible depuis la voie publique (Nom de l'opération, coordonnées de tous les intervenants sous-traitants compris) A charge du Gros Oeuvre

Exclusion : le CSPS pourra exclure toute personne présente sur le chantier, non identifiée et salariée d'une entreprise non acceptée et non agréée par le Maître d'ouvrage. Un encadrant de l'entreprise concernée sera témoin de cette exclusion qui sera notée sur le Registre Journal et notifiée immédiatement au Maître d'Ouvrage.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

La circulation des usagers du site (personnels et public) ne pourra être déviée pendant la période travaux, donc compte-tenu de certaines interférences incontournables du fait du fonctionnement des services, des croisements pourront avoir lieu. Il est donc impératif que la signalétique soit parfaitement claire et que les zones chantier soient correctement rendues inaccessibles à toute personne étrangère aux travaux.

La zone travaux devra être parfaitement signalisée et interdite au public. Le Lot Gros Oeuvre est tenu mettre en œuvre toutes les protections utiles suivant les réglementations et les normes en vigueur pour assurer la sécurité des travailleurs et celle des personnes au voisinage des zones de travaux.

Les ouvriers circuleront par les voies aménagées à cet effet (voir plan d'installation de chantier) et en aucune manière sur les voies réservées aux engins ou véhicules.

Port de gilet rétroréfléchissant

Connaissance des règles de bonne pratique en présence d'engins.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Voie intérieure	Flux véhicules	Selon PIC		
Aire de stationnement	Parking public	Voir plan du site.		
Signalisation	Réglementaire	En amont et aval du chantier	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Stabilisé et signalé	Selon PIC	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre
Cheminement cantonnement/chantier	Cheminement existant Stabilisé et signalé	Selon PIC	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre
Signalisation	Panneaux réglementaires pour accès et sortie chantier	Selon PIC	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Chaque entreprise est responsable du levage, de la manutention et de la distribution de matériaux et matériels, objets de son marché.

Les Entrepreneurs utilisant des moyens de levage, de manutention et de nacelles, devront en soumettre l'utilisation à la MOE, au SPS et à l'OPC. Ceux-ci auront été au préalable signalés au PPSPS avec la méthodologie générale de l'entreprise.

Les engins utilisant des moteurs thermiques sont interdits à l'intérieur du bâtiment. En cas d'impossibilité d'utilisation des engins électriques, l'entreprise concernée, en accord avec la MOE et la coordination d'hygiène et sécurité, proposera et mettra en œuvre à ses frais, des filtres sur l'échappement des véhicules ainsi qu'une extraction d'air sur l'extérieur dans l'emprise d'évolution de l'engin.

Les engins de manutention et de levage ainsi que les nacelles devront être identifiés au logo de chaque entreprise. Pour les sous-traitants, le nom du mandataire devra apparaître clairement.

Les engins de levage pouvant faire obstacles devront respecter les servitudes et seront soumis à autorisation.

Aucun engin de manutention ou de levage ne sera autorisé à se déplacer en charge en dehors de la zone chantier.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	Proximité du bâtiment et ou des zones de stockage	Lots concernés (prévoir un homme trafic) Chaque entreprise est responsable de ses déchargements.	Lots concernés. (prévoir un homme trafic)	
Chariot élévateur	Proximité du bâtiment et à l'intérieur du bâtiment	Tous les lots pour leurs travaux propres	Chaque lot pour ses travaux	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Obligatoire.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Gros Oeuvre

Lot chargé de l'entretien

Tous les lots à l'avancement du chantier.

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Produits inflammables destinés aux travaux, de même que les produits comburants, doivent être stockés dans des locaux spécialement aménagés à cet effet, dont l'emplacement et l'aménagement seront soumis à l'approbation du service de sécurité incendie de l'Hopital.	Conformément aux textes et réglementations	Selon PIC par phase		En accord avec service incendie de l'Hopital.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier devra toujours être maintenu relativement propre, et l'entreprise du Lot Gros Oeuvre, devra prendre toutes ses dispositions à ce sujet.

Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur assurera la surveillance de la propreté, des voies de service, de la voie publique aux accès du chantier et assurera son nettoyage dès que nécessaire (grattage, balayage, etc.).

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et exempt de tout déchet pendant et après l'exécution de ses travaux. transport et mise dans les bennes de chantier sont à sa charge. En cas de non respect, une société spécialisée sera mandatée par le maître d'ouvrage. Les sociétés n'ayant pas respecté le rangement et le nettoyage du chantier devront payer l'intervention de cette société spécialisée.

Les déchets amiantés feront l'objet d'un traitement séparé et appropriés qui donnera lieu à la transmission d'un bordereau de suivi.

Rappel :

le brûlage est interdit sur les chantiers : le brûlage sauvage constitue une infraction article L.541-25 au code de l'environnement les déchets de chantier représentent un enjeu significatif. Les objectifs de la loi 75-663 modifiée par la loi 92-646 visent à réduire leur production, assurer leur revalorisation et prévenir les risques sanitaires et environnementaux.

L'entrepreneur supporte l'entière responsabilité de toutes les mesures adoptées par lui pour assurer l'exécution des travaux et maintenir le bon ordre et la discipline dans le chantier. Il est tenu d'assurer la bonne tenue, l'ordre, l'hygiène, la surveillance et la sécurité du chantier, de ses abords et de la voie publique, conformément aux lois et textes réglementaires, aux règlements de police, de voirie, d'hygiène ou autres, dont il ne saurait plaider l'ignorance, et conformément aux usages des professions du bâtiment.

L'entrepreneur est responsable de ses ouvriers et agents sur le chantier et ses abords en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit, ainsi que de tous accidents et de tous dommages, dégâts et détournements, que l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peut causer à toutes personnes quelles qu'elles soient et de tous dommages, causés à tous biens (où les travaux sont exécutés, fonds voisins, voirie et ses accessoires, etc ...) par son personnel, ses véhicules ou ses appareils.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Zones travaux	Hebdomadaire	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Bennes avec tri	Zone à déterminer sur le P.I.C	Chaque fois que nécessaire	Gros Oeuvre	Gros Oeuvre

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, la maîtrise d'œuvre, sur demande du Coordonnateur SPS, pourra décider de faire procéder au nettoyage et à l'évacuation nécessaire par une entreprise extérieure aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Démolition

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

Tous

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLIERE ELIMINATION
Déchets	Démolition	Analyse de la situation et élaboration d'un mode opératoire. MO / MOE / CSPS	Lot générant les déchets	Analyse de la situation et élaboration d'un mode opératoire. MO / MOE / CSPS

3.5.4 Travaux divers

Disposition des consignes concernant les travaux des curages et/ou de démolitions Les entreprises concernées par des travaux de démolitions et/ou de curage doivent respecter les consignes suivantes

1. Repérages :

Le responsable du lot et/ou ses sous-traitants avant de commencer ces travaux devront procéder à un marquage des matériaux identifiés comme amiantés ou contenant des peintures au plomb.

Ce marquage se fera par des couleurs différentes. Le but étant d'éviter tous risques de pollutions des personnels et de l'environnement.

Les travaux de curage pourront démarrer.

Il est à noter que le titulaire du lot doit s'assurer

- De la prise en compte des diagnostics amiante et plomb avant travaux fournis
- Marquage matériaux Amiante/plomb est exhaustif

2. Diagnostics complémentaires

Une fois ces travaux terminés, l'entreprise informera le MOE et MO afin de diligenter des diagnostics complémentaires, sur les matériaux inaccessibles lors du 1er rapport fournis.

Une fois les résultats envoyés par le diagnostiqueur, l'entreprise pourra continuer ses travaux, ou permettre au lot désamiantage de compléter son PRA.

Intégrations des Risques amiante et plomb :

A intégrer par tous les corps d'état (entreprises concernées et modes opératoires à identifier par le titulaire du LOT Gros Oeuvre) dans le cadre de leur PPSPS et mode opératoire.

Le titulaire du LOT Gros Oeuvre devra exprimer clairement son organisation vis-à-vis de ces risques.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Tous : permis feu journalier obligatoire avec service incendie de l'Hopital.	TOUS	Extincteur à proximité immédiate. Formation obligatoire à l'utilisation de l'extincteur	ARRET DES TRAVAUX A LA FLAMME 2 HEURES AVANT DE QUITTER LE SITE DES TRAVAUX !!!!

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les protections collectives sont mise en place par le lot 01, et en assure, l'entretien et la remise en place en cas dépose d'une autre entreprise. Les dépenses incomberont le cas échéant au compte prorata.

Si une entreprise, doit déposée ces EPC, elle en fait la demande au lot 01, et met en place un moyen proposant un niveau de protection équivalent. La remise en place des EPC d'origine se fait à la charge de l'entreprise demandeuse.

La protection collective est une des mesures de prévention faisant partie des 9 principes généraux de prévention

Les mesures de protection collective sont mises en place lorsque les mesures de prévention portant sur l'élimination ou la réduction du risque ne sont pas suffisantes.

La protection collective vise à limiter ou éviter l'exposition au danger des salariés, en réduisant la probabilité de rencontre avec le danger.

Les protections collectives sont spécifiques au type de risques encourus. A titre d'exemples, seront privilégiés :

- pour les chutes de hauteur la mise en place de garde-corps,- pour le risque de chute sur un sol glissant, l'utilisation de revêtements de sol antidérapants,- pour le bruit, l'encoffrement des machines avec des matériaux adaptés,- pour le risque d'exposition à des poussières, le captage à la source et la ventilation

Tout EPC ou EPI détérioré doit immédiatement faire l'objet d'un échange.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	Garde-corps métallique ht 1,00 ml Fixé au sol	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Trémie petite dimension	Panneaux résistant à définir dans PPSPS	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Trémie grande dimension	Garde-corps métallique ht 1,00 ml Fixé au sol	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Pas de mise en commun prévue.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Echafaudage Industriel fixe MDS	Selon phasage et planning	Chaque lot	Chaque lot	Chaque lot

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage intérieur	Echafaudage Industriel roulant MDS	Zones travaux suivant planning	Chaque lot	Chaque lot	Chaque lot

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Sans objet.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Entrée du chantier	Démarrage travaux	Lot 16 PV de réception par un bureau de contrôle agréé par le ministère du travail, indépendant et mandaté par l'entrepreneur.	Lot 16
Armoires secondaires	Selon zones de travaux. Ces armoires seront disposées de manière à desservir l'ensemble du projet.	A l'avancement du chantier	Lot 16	Lot 16
Eclairage circulation horizontale	Toute circulation horizontale dans le chantier	A l'avancement du chantier	Lot 16	Lot 16

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

L'organisation des tâches sur le planning général d'exécution devra être établie de façon à éviter la superposition de plusieurs postes de travail.

Chaque entreprise indiquera, la nature et la programmation de ses interventions risquant d'entraîner des interactions superposées, et proposera les mesures de protection correspondantes

Chaque entreprise intervenant en élévation créant par son retard une interaction superposée, mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots

Dans les cas où des interactions superposées ne peuvent être évitées, l'entreprise réalisant les travaux le plus en hauteur installera les protections nécessaires aux autres lots

Les entreprises tiendront compte des carnets des phasage établi, et intégreront dans les modes opératoires les risques exportés.

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise située en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique permettant de supprimer le risque de chute de matériel ou de matériaux engendré de cette superposition.

Des protections de la zone de chaque intervenant seront mises en place (garde corps, bâches, filets, contreplaqué). Dans le cas où s'opérerait un retard important sur le planning et qu'il faille faire appel à des travaux conjugués, le maître d'œuvre et le coordonnateur se concerteront pour établir un planning spécifique à de telles interventions.

A défaut les travaux superposés seront interdits

Chaque entrepreneur ne doit rien faire qui puisse compromettre la coordination de l'ensemble des travaux exécutés par les différents corps d'état.

La coordination entre les entrepreneurs séparés est assurée par la personne chargée de la mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination. La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination des différents cotraitants ou sous-traitant d'un même lot est à la charge du lot concerné.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

A définir dans le PPSPS de chaque entreprise.

Une procédure adaptée sera établie pour chaque travaux.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Lot 01	Démolition / curage	Pas de co-activité	

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que l'Hopital restera en exploitation pendant toute la durée du chantier.

Toutes les précautions doivent être prises par ces dernières afin de ne pas perturber l'exploitation. En particulier, une grande attention devra être portée sur les points détaillés ci-dessous :

- Durant la phase préparatoire aux travaux, le Lot Lot Gros Oeuvre mettra en place les cheminements pour l'évacuation du public.- Maintien en exploitation de l'Hopital et Protection des existants : les entreprises devront tous les travaux et ouvrages provisoires que leurs interventions rendent nécessaires au maintien en fonctionnement de l'Hopital. Ces dispositifs et mesures seront repliés après accord de la Maîtrise d'oeuvre.

Travaux de nuit

Les travaux préparatoires et de repli en zone exploitée seront réalisés en accord avec l'exploitant du site.

Toutes les voies d'accès aux différents bâtiments doivent être dégagées de manière à permettre l'intervention rapide des services de secours. Les moyens de secours doivent être dégagés et accessible en permanence.

Les matériaux et matériels entreposés à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment, doivent être rangés avec soin, de telle sorte qu'ils n'entravent pas la circulation de ne constituent pas un obstacle à l'intervention des secours.

La totalité des travaux devra être effectuée sans discontinuité d'exploitation de l'Hopital. Pour ce faire et afin de minimiser la gêne aux usagers.

Des coupures électriques ponctuelles pourront être obtenues après accords du maître d'ouvrage et hors exploitation (travaux de nuit). Une méthodologie détaillée sera transmise par l'entreprise, visée et validée par le Moe. Aucune coupure ne pourra intervenir sans l'accord officiel des services techniques du site. Si nécessaire, un groupe électrogène mobile sera installé provisoirement par l'entreprise pour satisfaire aux besoins impératifs d'exploitation. Toute coupure sera obligatoirement demandée par l'entreprise 15 jours à l'avance.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Interférence avec activité du site	Ensemble des travaux se situant à l'intérieur de l'Hopital	Séparation physique des zones travaux avec exploitation	Mise en place de palissade laminé blanc opaque de 2m de hauteur en intérieur (avec double porte, ferme porte et contrôle d'accès pour chaque zone de travail).	Tous les lots	Lot Lot Gros Oeuvre pour l'ensemble du chantier et chaque lot pour ses travaux spécifiques hors zone balisées.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de

travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Sans Objet

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Eau potable	Selon PIC Mise en place compteur obligatoire.	Avant le début des travaux	Après arrivée générale du concessionnaire, raccordement du réseau provisoire de chantier à charge Lot Gros Oeuvre.
Eau usées	Sanitaire existant		
Electricité	Selon PIC Mise en place compteur obligatoire.	Avant le début des travaux	Après arrivée générale du concessionnaire, raccordement du réseau provisoire de chantier à charge Lot Gros Oeuvre

5.2 CANTONNEMENTS

VESTIAIRES

1,25 m² / personne, aéré, éclairé, chauffé en saison froide

1 vestiaire séparé en cas de présence d'une femme sur le chantier. Table et chaise en nombre suffisant

Équipés d'armoires à 2 étages fermant à clef et de sièges.

1 douche pour 20 salariés. Cette dernière devra être communicante avec le vestiaire.

Si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des patères en nombre suffisant

REFECTOIRE

1,50 m² / personne

Équipé de tables, sièges, frigo, évier eau chaude et froide, chauffe gamelle électrique.

Le réfectoire possédera un éclairage naturel. Il ne sera en aucun cas installé en sous-sol ou dans des pièces aveugles

Il est interdit de laisser les travailleurs prendre leur repas dans les locaux affectés au travail (article R4228-19)

Utilisation par roulement prenant en compte les 4 m² préconisé par el Ministère du Travail si réglementation en vigueur.

SANITAIRES

1 lavabo à eau potable et température réglable pour 5 salariés.

1 WC pour 20 salariés et 1 WC et 1 urinoir pour 20 salariés.

2 cabinets (équipés de réceptacles pour protections périodiques) pour 20 femmes.

1 douche pour 20 salariés. Cette dernière devra être communicante avec le vestiaire.

Équipés en savon, moyen de séchage et papier toilette.

Au moins un WC devra être équipé d'un point d'eau.

Le bloc sanitaire, équipé de lavabos, urinoirs, WC et douche, sera alimenté en eau chaude et froide à température réglable et équipé d'un branchement d'évacuation permanent des eaux usées. De plus et comme le prévoit la réglementation il devra posséder un passage direct, et chauffé en cas de besoin avec les vestiaires.

L'utilisation des appareils de chauffage doit être conforme aux normes et réglementations, l'emploi des appareils mobiles est interdits.

Les occupants doivent veiller, avant de quitter les locaux, à ce que tous les appareils de chauffage soient éteints. Ils doivent s'assurer qu'aucun risque d'incendie n'est à craindre.

Nettoyage et remise en état :

Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets. L'entrepreneur qui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

Mise en place de points de puisage d'eau à proximité des réseaux existants à l'intérieur des zones de chantier.

La zone base vie sera mise à disposition par MO

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	1.25 m ² de surface par salarié prévoir un vestiaire pour 12 compagnons	Base Vie	Armoires double, vestiaires chauffés, ventilés et éclairés, sièges et patères en nombre suffisant.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Réfectoire	1.50 m ² de surface par salarié prévoir un réfectoire pour 12 compagnons	Base Vie	Tables, chaises, chauffe gamelle, frigo, balai, poubelles, chauffage	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Sanitaires	Pour l'ensemble du personnel intervenant Prévoir un sanitaire pour personnel féminin.	Base Vie	Ballon d'eau chaude, lave-main, savon, essuie-tout et poubelle à pédale.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires sur chantier	Pour l'ensemble du personnel intervenant Prévoir un sanitaire pour personnel féminin.	Sur site des travaux	Ballon d'eau chaude, lave-main, savon, essuie-tout et poubelle à pédale.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Douches	Pour l'ensemble du personnel intervenant. Installation conseillée Une douche pour 8 personnes est obligatoire pour les travaux insalubres ou salissants, définis par décret	Base Vie	Ballon d'eau chaude, patère, savon, essuie-tout et poubelle à pédale.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Salle de réunion	Mise à disposition par MO					

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le coordonnateur SPS avise l'entreprise de la défaillance ou de la non application d'une mesure.

En cas de non respect de la demande du coordonnateur SPS celui-ci avise le Maître d'Ouvrage de la défaillance ou de la non application d'une mesure par l'entreprise.

Une réunion est réalisée entre les différentes parties concernées afin d'analyser la ou les défaillances et le ou les responsables de cette défaillance.

Un accord est trouvé à l'issue de cette réunion.

En cas de non accord entre les parties, le Maître d'Ouvrage reste seul décideur.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le chantier devra toujours être maintenu relativement propre, et l'entreprise du lot n° 1, devra prendre toutes ses dispositions à ce sujet. Chaque entreprise évacuera ses gravats au jour le jour. Toutes les actions jugées nécessaires seront mises en œuvre par les entreprises pour réduire notamment tous risques corporels et la prolifération des poussières sur le reste du chantier. Les entreprises de chaque lot intervenant sur le chantier devront toujours, immédiatement après exécution de leurs travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravats et au balayage des sols.

Les entreprises de chaque lot prendront également toutes dispositions pour éviter tout dépôt de déchets sur le chantier et aux abords. A cet effet, ses gravats devront être enlevés quotidiennement, de même que les emballages divers. Le nettoyage permanent des accès du chantier sur les voies publiques ou privées ainsi que des abords, est à la charge de l'entreprise. Il en sera de même de l'entretien en cours de chantier, et de la remise en état éventuelle en fin de chantier, des voies d'accès.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans Objet

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot 16 : Fourniture d'un PV de vérification de l'installation provisoire par un bureau de contrôle agréé	A charge Lot 16

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

En cas d'accident, suivre procédure dans fiche accident et faire un contre appel au poste de Sécurité de l'Hopital pour toute atteinte vitale !!!

6.1 ORGANISATION

Démolition sols, cloisons - Déposes de menuiseries, cloisons et tous aménagements techniques
Consignation et dévoiement des réseaux par MO.
Confinement étanche des zones par cloisonnement provisoire. Accès individualisé chantier à respecter.
Mode opératoire limitant les bruits, les vibrations (notamment démolition dalle de sol)
Démolition des structures béton extérieure sous brumisation permanente. Tous les engins de démolition seront équipés de brumisateurs embarqués.
Pas d'Horaires de travail possibles de nuit Les services ouverts doivent pouvoir continuer à fonctionner avec un minimum de nuisances pour les personnes et les équipements.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Dans zone chantier			
Liaison avec les secours	Une fiche est jointe en annexe sur la conduite à tenir en cas d'accident.			
Accès secours	Selon PIC		Affichage à mettre en place.	Lot Gros Oeuvre
Service sécurité	Dans enceinte hôpital			
Secouriste	Les personnels secouriste seront identifiables en permanence sur l'ensemble des chantiers du projet.	L'attention des entreprises est attirée sur le fait que la présence de secouriste est obligatoire en permanence sur le chantier.	Ils devront avoir un autocollant type fédération du bâtiment (vert et blanc) sur l'avant et l'arrière de leurs casques et portés une chasuble visible de jour comme de nuit.	Chaque entreprise

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Trousse de secours	1 dans le bureau de chantier mise en place par Lot 01 et chaque entreprise devra avoir une dans son véhicule de chantier		Réglementaire	1 par Lot 01 dans bureau et 1 dans chaque véhicule de chaque entreprise
Défibrillateur	Dans zone base vie	A utiliser uniquement par personnel formé et habilité.	Réglementaire	
Extincteur chantier	1 extincteur adapté au risque sera mis en place à proximité de chaque poste de travail par point chaud.	A utiliser uniquement par personnel formé et habilité.		Chaque entreprise pour ses travaux propres

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds :Etablissement d'un Permis de Feu journalier et des Moyens de Secours adaptés aux risques.

De jour comme de nuit : **arrêt des travaux 2h minimum avant de quitter le site des travaux.**

(Toute circulation produisant des flammes ou étincelles sera soumise à la procédure des Permis).

Stockage de produits dangereux :Limités au strict minimum.

En extérieur de préférence, implantation éloignée des postes de travail et repérées, muni de moyens d'extinction adaptés, devront porter l'affichage conventionnel et les consignes d'accès et de sécurité.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Rappel sur l'interdiction réglementaire !!!!

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

Extension Bâtiment Marie CURIE- PTR

Route de la corniche
64700 HENDAYE

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: HENDAYE
RUE :Route de la corniche

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 05.59.63.00.84 .